



Déclaration liminaire CGT à la CAPC n°6 du 13 décembre 2016

Monsieur le Président,

Service public, protection, régulation: On voudrait nous faire passer ces thèmes pour des visions passéistes, opposés aux exigences économiques. Mais nous ne sommes pas dupes, et l'affaiblissement de notre administration, mise à mal par les réformes successives, n'a d'autre moteur que la course à la compétitivité et l'augmentation des profits d'une minorité, au détriment des salariés, qu'ils soient du Public ou du Privé.

La casse de la Douane se fait aussi au détriment de nos concitoyens, car dans la guerre que nous livrons depuis toujours au banditisme, et au terrorisme désormais, se priver volontairement de l'outil douanier nous semble un choix imbécile, pour ne pas dire criminel. Et dans ce contexte, mettre en avant l'utilité sociale, économique et environnementale de la Douane, est plus que jamais le sens de notre combat.

Malheureusement, la mise en œuvre du PSD se poursuit sur tout le territoire, et les démantèlements s'opèrent avec une efficacité redoutable.

Je me souviens M. le Président que vous aviez débuté 2016 en nous souhaitant une bonne année de dialogue social. Nous pouvons considérer que cela fut globalement le cas au sein de cette instance, et nous féliciter du fait que, de votre côté comme du nôtre, les décisions sont prises dans l'intérêt de nos collègues, y compris dans les situations parfois difficiles qu'ils rencontrent.

Nous constatons hélas que cette « bienveillance » ne s'observe pas partout, loin s'en faut. Le dernier CTR en date nous a montré une fois de plus que la communication et la transparence ne font pas partie du vocabulaire de la Directrice Générale. Ce refus du dialogue est absolument néfaste et détestable dans le réseau, il empêche les douaniers et les douanières de construire leur vie, et fait de nos collègues des agents en sursis. Il décrédibilise les instances et ceux qui les composent. C'est inacceptable.

Combien de temps encore, dans cette instance, serons-nous en mesure d'apporter des solutions à nos collègues, de plus en plus nombreux, contraints à des mobilités géographiques et face à des situations personnelles terribles, induites par les restructurations en cours ?